



Independent observer
of the Global Fund

Les groupes constitutifs africains identifient les questions stratégiques pour la 36ème réunion du Conseil du Fonds mondial

Afin de préparer la 36e réunion du Conseil d'administration du Fonds mondial qui s'est tenue du 16 au 17 novembre 2016, le Bureau des groupes constitutifs africains s'est réuni du 31 octobre au 1er novembre 2016 à Kigali au Rwanda afin d'examiner les questions importantes qui seront portées à l'attention du Conseil d'administration.

Pour améliorer la planification de la période d'allocation du Fonds mondial pour 2017/2019, les groupes constitutifs africains ont utilisé la 36e réunion du Conseil du Fonds mondial comme occasion de plaider pour des questions d'importance stratégique pour les circonscriptions africaines. Tout d'abord, l'occasion a été utilisée pour plaider en faveur de davantage de bénéficiaires des fonds à effet catalyseur disponibles. Les fonds à effet catalyseur représentent une possibilité de financement supplémentaire pour les pays et visent trois buts: encourager des stratégies novatrices; financer des démarches multi-pays ou régionales pour mettre fin aux épidémies; financer des initiatives stratégiques conformes aux priorités définies dans la nouvelle stratégie 2017/2022. Les investissements à effet catalyseur ont été plafonnés à 800 millions de dollars, sous réserve du montant et du calendrier de réalisation des engagements des donateurs. Si le terme « investissement à effet catalyseur » est nouveau, le concept ne l'est pas: dans le cadre du nouveau modèle de financement, on parlait de fonds « incitatifs » ou demandes supérieures à l'allocation. Les investissements à effet catalyseur en Afrique se chiffrent à environ 144 millions de dollars (31 millions de dollars en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, 113 millions en Afrique australe et orientale).

En outre, les membres des groupes constitutifs africains ont décidé que des questions telles que les systèmes de renforcement des services de santé (RSS) devraient être d'une importance primordiale lors de la prochaine 36e réunion du Conseil du Fonds mondial. Le renforcement des services de santé est la priorité numéro un pour les groupes constitutifs africains. Parmi les autres questions stratégiques

importantes à aborder, mentionnons la nécessité de mettre davantage l'accent sur la question des femmes et des filles, puisqu'elles souffrent d'un fardeau disproportionné en matière de VIH / sida; accroître le financement national en proposant au Fonds mondial d'utiliser sa position de contributeur important des Programmes nationaux de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose. L'approche d'allocation avec une proposition au Fonds mondial de revoir et de reconsidérer l'approche de répartition actuelle en accordant plus de poids à la charge de morbidité puisque les groupes constitutifs africains supportent le fardeau le plus important relativement au sida, au paludisme et à la tuberculose et c'est le plus grand besoin d'interventions non satisfait. Cela devrait aller de pair avec le réexamen de la nécessité de dispositions dans le modèle actuel de financement comme le financement incitatif et la demande de qualité non financée.

Autres questions opérationnelles qui ont été discutées

Parmi les autres questions, mentionnons la faible capacité d'absorption des bénéficiaires principaux (PR) qui affecte le décaissement des fonds et l'exécution du budget, les structures actuelles et les ressources disponibles pour les Instances de coordination nationale (ICN), les préoccupations concernant la coordination existante au sein des acteurs du Fonds mondial, au sujet du lien entre la stratégie du Fonds et les autres programmes nationaux, le rôle des différents partenaires techniques et d'autres mesures sur la façon d'améliorer les performances.

Au cours de la réunion, les délégués ont souligné la nécessité de renforcer les ICN afin de garantir le niveau de performance le plus élevé possible et d'atteindre l'impact prévu dans la nouvelle stratégie du Fonds mondial, conformément aux objectifs de développement durable (ODD).

Ils ont souligné que le développement des capacités et le renforcement des ICN exigent d'évaluer la structure et des rôles actuels des divers sous-comités des ICN, d'examiner les plans stratégiques actuels des ICN, de se pencher sur la façon dont la nouvelle stratégie du Fonds mondial peut être liée à d'autres stratégies nationales et globale et d'orienter régulièrement les membres vers de nouveaux développements.

Cet appel intervient à un moment où le Fonds mondial change d'orientation, passant de la mise en œuvre opportune de la subvention et de la capacité d'absorption des bénéficiaires du Fonds mondial pour se concentrer sur la nouvelle ère des ODD. Cette dernière approche prend en considération certains des principes fondamentaux du Fonds mondial tels que l'appropriation par les pays et le partenariat. Par conséquent, les ICN étant les structures nationales de coordination du Fonds mondial, elles doivent être renforcées et soutenues afin d'être alignées sur la nouvelle orientation.

Afin d'assurer un cadre de travail harmonisé et de meilleures instances de coordination, les participants à la réunion de Kigali ont invité le Secrétariat du Fonds mondial à élaborer des procédures opérationnelles standard (POS) et des termes de référence (TdR) pour les équipes de pays et les gestionnaires de portefeuilles du Fonds (GPF). Le fait de disposer de TdR et de POS pour les équipes de pays et les GPF aidera à clarifier leurs rôles et responsabilités ainsi que la portée de leur prise de décision dans les pays bénéficiaires.

Dans le même esprit, ils ont demandé que les équipes pays et les GPF coordonnent mieux leurs missions dans les pays. Cela devrait s'accompagner de visites de mission bien planifiées. Les objectifs et les calendriers devraient être communiqués aux ICN, aux PR, aux gouvernements, aux partenaires et aux divers intervenants avant les visites de mission dans les pays bénéficiaires, certaines de cette visite ralentissant la mise en œuvre des activités et certains acteurs se sentant laissés de côté.

Au cours des discussions, il a été noté que le renforcement des ICN nécessite de revoir leur mandat et d'établir des systèmes de santé résistants et pérennes, car c'est l'un des objectifs de la Stratégie 2017/2022 du Fonds mondial et c'est aussi en harmonie avec la question des soins de santé universels.

De plus, les membres ont reconnu que les ICN ont besoin de renforcement des capacités et de ressources adéquates, car ils doivent travailler en partenariat avec d'autres intervenants du secteur de la santé pour contribuer à l'universalité des soins de santé. Cela éliminera la duplication des rôles, augmentera la reddition de comptes et l'appropriation. Cela impliquera également de traiter des aspects qui sont détachés du secteur de la santé, notamment la finance et la bonne gouvernance. Les ICN doivent pouvoir participer activement aux processus de prise de décision pour assurer la planification des services intégrés pour les programmes du Fonds mondial.

Les délégués ont noté que pour satisfaire à ces exigences, il fallait non seulement renforcer les ICN, mais aussi reconsidérer le mandat des mécanismes nationaux de coordination, ajoutant que les ICN devaient être consultés, soutenus, renforcés et, surtout, habilités à atteindre les objectifs. Et que le renforcement des capacités des membres des ICN doit être apporté pour favoriser une compréhension commune des interventions appropriées nécessaires pour se conformer à leur mission tout en construisant des systèmes de santé résilients et pérennes dans leur contexte spécifique. Ils ont affirmé que le fonctionnement actuel des ICN doit être révisé pour leur permettre de devenir des pilotes novateurs lors de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du Fonds mondial. Ils ont cité un certain nombre de changements qui doivent être revus afin de créer un environnement fonctionnel pour les ICN.

Parmi les défis identifiés figurent l'absence d'une stratégie de renforcement des produits. Les effets des chaînes d'approvisionnement compliquées peuvent se manifester dans d'autres domaines critiques tels que la faible absorption des fonds, ce qui ralentit la mise en œuvre des activités. Parmi les autres défis identifiés figurent l'insuffisance des ressources, y compris les ressources humaines et en capitaux; l'implication croissante des gestionnaires de portefeuille du Fonds mondial qui retardent l'approbation des fonds; et la mauvaise coordination entre les acteurs du Fonds mondial tels que les agents locaux du Fonds.

Ils ont également demandé l'examen de la structure existante des ICN et de leurs statuts juridiques en conformité avec le contexte local, le renforcement de capacité des secrétariats des ICN en leur fournissant les compétences adéquate pour leur permettre d'analyser les documents programmatiques et financiers, et ainsi rendre la tâche plus facile pour les membres du ICN.

Parmi les solutions et recommandations proposées figurent l'innovation et l'exploitation d'autres sources nationales existantes de fonds provenant de partenaires nationaux et d'autres ressources nationales disponibles afin de traiter la question du financement inadéquat, d'une meilleure coordination avec l'agent local du fonds, tirer parti des initiatives du Fonds mondial visant à renforcer les systèmes nationaux harmonisés et les systèmes nationaux coordonnés. Pour répondre au défi des systèmes de gestion des approvisionnements et de la chaîne d'approvisionnement, il a été recommandé que les ICN travaillent avec les principaux bénéficiaires et les sous-bénéficiaires pour adopter une culture de planification précoce, préparer et approuver rapidement les plans d'approvisionnement et sensibiliser et faire du

plaidoyer auprès des ministères de tutelle pour adopter l'intégration des systèmes d'approvisionnement.

[Read More](#)
